

## Communiqué

Bertrand Gonthiez, référent La République En Marche nous le transmet relatif aux événements récents du Garros



Communiqué

Les évènements survenus récemment au quartier du Garros à la suite d'une tentative d'interpellation causant un mort et plusieurs blessés ont ravivé des tensions jusque-là contenues.

On ne peut que regretter ces tragiques évènements. Ce sont des vies brisées, des familles détruites qui sont en jeu. Pour autant, cela ne légitime pas l'explosion de violence que nous connaissons. Cela ne légitime pas de s'en prendre aux forces de l'ordre, aux secours, aux biens publics, d'incendier des voitures d'auscitains. Rien ne saurait excuser de tels actes.

Policiers, gendarmes et forces de l'ordre ont été mobilisés et nous avons le devoir en tant que citoyens, de les remercier pour leur engagement à assurer la sécurité de tous. Nous pouvons en être fiers. Leur présence et leur attitude témoignent du sens premier de leur mission qui consiste à protéger les citoyens, à maintenir l'ordre républicain et la paix civile.

Les habitants du Garros sont les premières victimes. Ils ont vécu plusieurs nuits de chaos et de violences qui étaient l'œuvre d'une minorité. Il est urgent non seulement de les soutenir, mais aussi et surtout de leur apporter de réelles solutions. Il est inadmissible qu'aujourd'hui tout un quartier se sente abandonné, exclu de la politique municipale et nous ne pouvons tolérer qu'il y ait des citoyens de seconde zone à Auch.

Depuis des décennies, le quartier du Garros, l'un des plus pauvres de la Région, souffre d'injustices sociales. En effet, ce quartier, né dans les années 60-70 pour répondre aux besoins d'expansion de l'agglomération auscitaine, concentre pauvreté et diverses fragilités économiques ou sociales, en particulier un déficit de formation des jeunes.

Pointer les manquements de l'Etat comme on a pu le lire dernièrement, c'est se défaire de sa responsabilité d' élu. L'État n'est pas la cause de tous les maux de notre société. Les élus ont une responsabilité pleine et entière dans le devenir et l'épanouissement de leur ville et de leurs quartiers. On ne peut pas ainsi tout attendre de l'État, laissant certaines catégories de concitoyens sur le bas-côté. C'est en premier lieu aux élus de se mobiliser, notamment en créant un lien de confiance entre habitants et élus ou en s'appuyant sur le riche tissu associatif qui compense souvent le manque de volontarisme politique.

Notre ville mérite mieux que l'héritage qui nous est laissé. Elle mérite qu'on la regarde en face, tenant compte de ses atouts mais aussi et surtout de ses imperfections. A la veille d'une élection importante pour notre ville, se décharger de ses responsabilités sur l'Etat, c'est ne pas assumer la confiance mais aussi les attentes placées par les auscitains en leurs élus locaux.

Pour rappel, l'État est pleinement engagé dans la réduction des inégalités sociales, notamment dans les quartiers dits « prioritaires ». De nombreuses mesures ont été mise en œuvre par l'État en faveur de l'emploi et de la formation. Il appartient aux acteurs locaux de s'en emparer. L'État leur donne des outils. À eux de les utiliser, pas de faire de la politique politicienne.

**Bertrand Gonthiez, Référent La République En Marche**